

Le Futur de l'Europe

International Business Report 2015, Grant Thornton

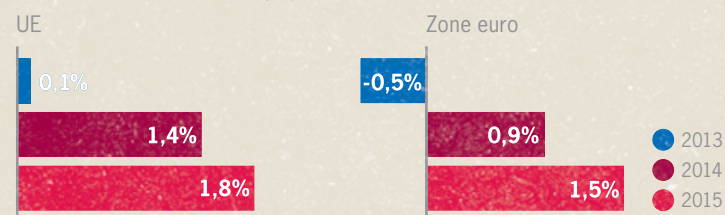


Synthèse

La reprise : en phase d'accélération

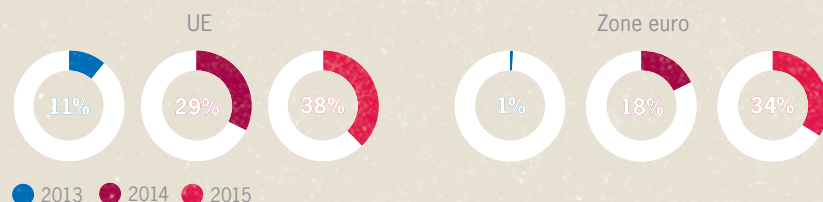
- Bien qu'en retrait par rapport à leur niveau d'avant-crise, les perspectives de croissance se sont sensiblement améliorées ces derniers mois.
- Parmi les économies les plus durement touchées par la crise économique, certaines, comme l'Irlande et l'Espagne, connaissent à présent une relance vigoureuse.

Croissance réelle du PIB (%)



- Si le niveau d'endettement reste élevé, plus particulièrement en Grèce et en Italie, il devrait néanmoins reculer dans les années à venir.
- Le taux de chômage demeure très élevé en Europe du Sud, plus de la moitié des jeunes Grecs et Espagnols étant sans emploi.
- Les perspectives de croissance des entreprises ne cessent de progresser en raison de l'amélioration de la visibilité économique et de l'action de la BCE.
- L'optimisme économique de la région s'est hissé au-dessus de la moyenne mondiale pour la première fois en près de quatre ans.

Optimisme des entreprises (valeur nette en %)



L'avenir : encore incertain

- Si le niveau élevé du chômage et la faiblesse de la croissance sont considérés comme les plus graves menaces pour la stabilité de la zone euro, certaines économies de l'UE sont davantage préoccupées par leur fort endettement et la montée de partis populistes.

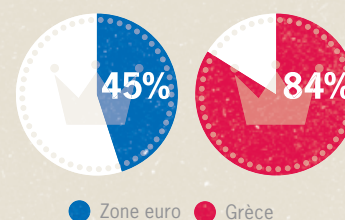
(% de chefs d'entreprise pensant que :)



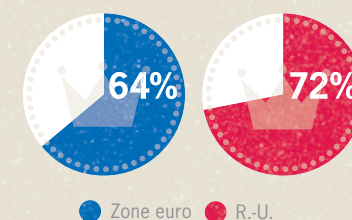
- La proportion de chefs d'entreprise souhaitant « abandonner » l'euro a baissé de moitié, tombant à 5 % au cours des 12 derniers mois.
- Neuf chefs d'entreprise de la zone euro sur dix souhaitent un approfondissement de l'intégration dans l'UE, contre à peine un sur deux dans les pays n'ayant pas adopté la monnaie unique.
- Certaines économies d'Europe du Nord sont moins favorables à un approfondissement de l'intégration de l'UE qu'elles ne l'étaient il y un an à la même époque.
- Les chefs d'entreprise sont notablement plus inquiets de l'impact d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'UE qu'ils ne l'étaient de celui de la Grèce de la zone euro.

Les entreprises sont davantage préoccupées par le Brexit que par le Grexit

Sortie de la Grèce de la zone euro (avril 2015)



Sortie du Royaume-Uni de l'UE



Ces derniers mois

Les dirigeants européens ont de quoi se sentir assiégés de toutes parts. A l'Est, les tensions avec la Russie au sujet de l'Ukraine, ont pris ces derniers mois des accents de guerre froide, atténuant fortement les espoirs de croissance des entreprises des économies voisines et faisant ressortir la dépendance des pays européens à l'égard des ressources naturelles russes.

Au Nord, le Royaume-Uni risque fort de demander une modification des traités en prévision du référendum sur son maintien ou non dans l'UE en 2017, dont la tenue ne fait plus guère de doute compte tenu de l'issue des élections ayant eu lieu en mai dernier.

A l'Ouest, les relations avec les États-Unis se sont quelque peu tendues sur fond de soupçons d'espionnage américain, de déclin des dépenses militaires de l'UE et de désaccords sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement*.

L'Europe se heurte à de nombreux défis, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Au sud enfin, la Grèce se montre combative sur le plan des réformes et s'applique à répondre aux exigences des dirigeants européens en charge de restructurer sa dette, tandis que des milliers de migrants en provenance des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, déchirés par la guerre, franchissent les frontières de l'UE en quête d'une vie meilleure. Dans le même temps, au cœur même de l'Europe, les partis populistes, pour la plupart « violemment » anti-européens, gagnent du terrain. Au Danemark, en France et au Royaume-Uni, ces

partis sont arrivés en tête des élections parlementaires européennes de l'an passé, et au troisième rang en Autriche, en Finlande et en Grèce.

Cela dit, comme le démontre cette étude, ces sujets politiques (avant tout) ne doivent pas masquer les progrès économiques réalisés ces 12 derniers mois. L'économie de l'UE a en effet enregistré une croissance de 1,4 %, chiffre qui, s'il n'a rien de spectaculaire au regard de la tendance historique, n'en traduit pas moins une nette amélioration par rapport à 2013. Après deux années successives de contraction, la croissance de la zone euro a quant à elle atteint 0,9 % l'an passé. Le rythme de développement devrait d'ailleurs s'accélérer au sein des deux régions en 2015. Parallèlement, le recul marqué de l'euro par rapport au dollar bénéficie aux entreprises exportatrices et devrait entraîner une hausse de l'inflation, toujours proche de zéro.

L'Europe a accompli de remarquables progrès économiques malgré de multiples enjeux

L'amélioration des perspectives de croissance, la dissipation d'une partie des incertitudes économiques et la décision de la Banque

Centrale Européenne (BCE) de lancer un programme d'assouplissement quantitatif contribuent à créer un environnement beaucoup plus propice à la croissance économique. Ainsi, l'optimisme des entreprises de la région dépasse à présent la moyenne mondiale pour la première fois depuis près de quatre ans selon notre *International Business Report* et la majorité des économies dont le « sauvetage » s'est imposé au plus fort de la crise, l'Irlande et Espagne en tête, ont plus que jamais retrouvé une dynamique positive.

Certes, l'Europe doit encore composer avec un certain nombre de défis allant de la menace de déflation à un endettement élevé en passant par un taux de chômage important et la poussée des partis populistes. Mais l'on sent de plus en plus que l'Europe a franchi un cap : suffisamment forte pour surmonter par exemple, les troubles économiques que rencontrent la Grèce depuis plusieurs mois, elle semble de nouveau prête à jouer un rôle de premier plan sur le terrain du développement international et de l'innovation.



Daniel Kurkdjian
Président de Grant Thornton France

* TTIP : Accord de commerce et d'investissement entre l'UE et les États-Unis visant à : ouvrir le marché américain aux entreprises Européennes ; réduire les formalités administratives qui pèsent sur les entreprises exportatrices ; et fixer de nouvelles règles destinées à faciliter les exportations, les importations et les investissements, outre-atlantique et à les rendre ainsi plus équitables.

La reprise : en phase d'accélération

Croissance économique

Malgré l'existence de plusieurs défis pour la « région », restés pour la plupart en suspens, la croissance de l'Union Européenne a augmenté de 1,4 % en 2014, contre 0,1 % en 2013. La zone euro s'est quant à elle distinguée par un redressement encore plus net, puisque son PIB réel a progressé de 0,9 % l'an passé, après avoir subi une contraction de 0,5 % au cours des 12 mois précédents. En 2015, la région devrait connaître une nouvelle accélération de son rythme de croissance, les prévisions estimant cette fois l'UE légèrement en avance, devant la zone euro (1,7 %, contre 1,3 %).

Une partie des économies les plus touchées par le ralentissement régional sont en train de confirmer leur redressement. L'Irlande s'est particulièrement distinguée ces 12 derniers mois en affichant une croissance du PIB de 4,8 %, dopée par un bond des exportations de 12,6 % le recul des ventes à l'étranger devrait néanmoins ramener le taux à 3,9 % cette année. L'Espagne a quant à elle renoué avec une certaine croissance après trois années consécutives de contraction. Après une hausse de 1,4 % en 2014, sa croissance devrait s'accroître pour passer à 2,5 % cette année du fait d'une reprise de la hausse des exportations (6,3 %). Même le PIB de l'économie grecque est ressorti en hausse en 2014 (de 0,8 %) après six exercices consécutifs de repli, bien que les perspectives soient actuellement assombries par les négociations menées au sujet de sa dette.

A l'inverse, les 12 derniers mois ont été plus délicats pour les trois premières économies de la zone euro. La croissance de l'Allemagne s'est ainsi établie à 1,6 % en 2014, soit mieux qu'en 2013 (0,2 %), mais en net repli par rapport à 2010-2011 (3,8 %), et les prévisions tablent sur un résultat similaire d'ici la fin de l'année 2015. De son côté, la France demeure figée dans une faible croissance, qui a

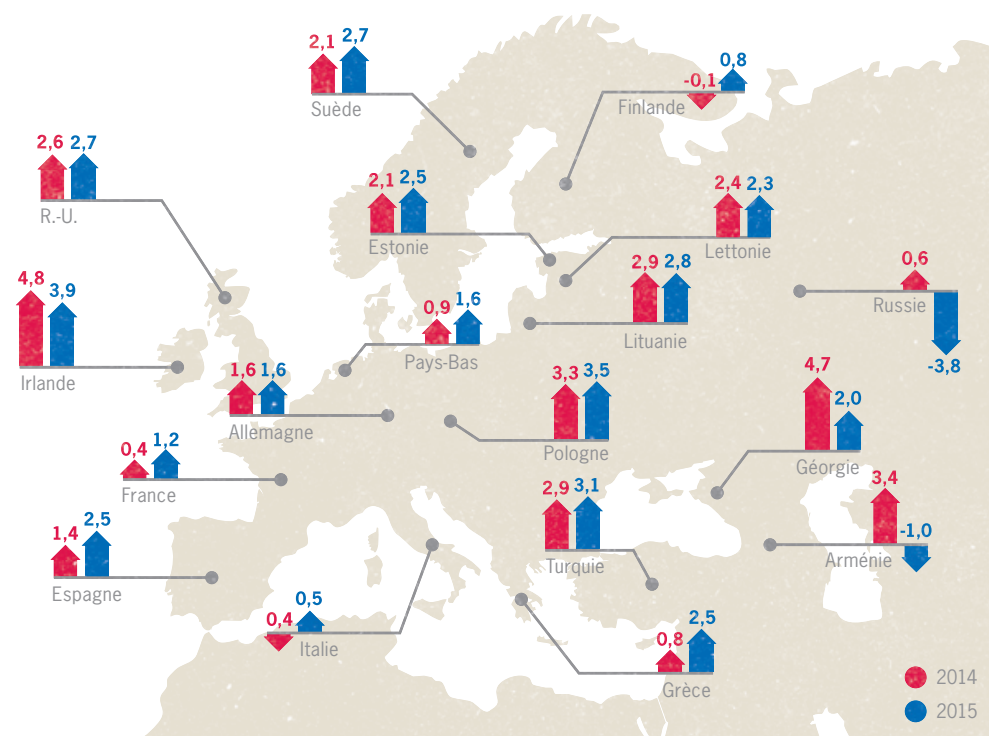
péniblement atteint 0,4 % ces trois dernières années, mais qui devrait toutefois s'accroître pour passer à 1,2 % en 2015. L'économie italienne s'est quant à elle, une nouvelle fois contractée en 2014 (-0,4 %, certes plus modérément que lors des deux années précédentes), et devrait afficher une croissance limitée dans les prochains mois (0,5 %).

Parmi les grandes économies régionales à ne pas avoir choisi la monnaie unique, certaines offrent des perspectives autrement plus réjouissantes.

Tel est notamment le cas de la Pologne, dont le taux de croissance a pratiquement doublé en 2014 par rapport à l'année précédente (3,3 %), malgré l'impact du ralentissement en Russie et devrait encore s'accroître en 2015 (3,5 %). L'économie du Royaume-Uni, pour sa part, a affiché un solide taux de croissance de 2,6 % en 2014 (représentant la troisième année d'accélération consécutive) et les estimations réalisées pour 2015 sont tout aussi encourageantes (2,7 %).

De même, la croissance pour la Suède, devrait, elle aussi, suivre une tendance à la hausse en passant de 2,1 % en 2014 à 2,7 % cette année.

Croissance réelle du PIB (%)



Source : FMI 2015

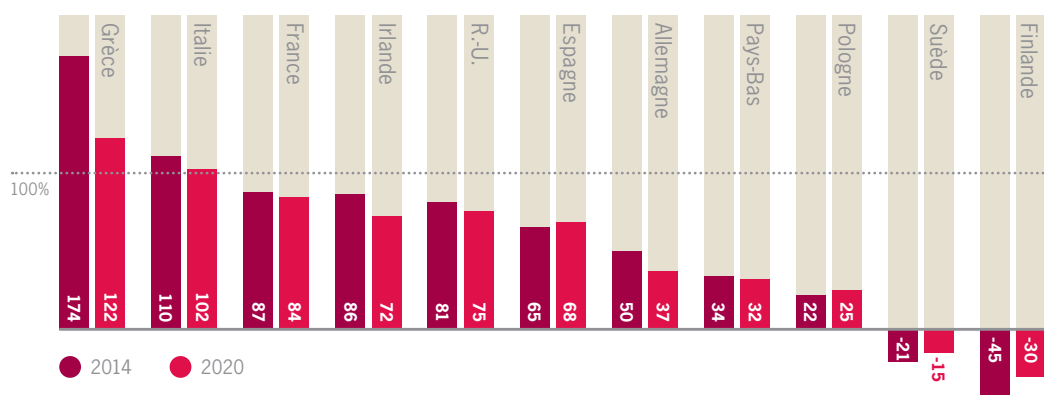
Déflation

Nourrie par la déflation, la période de ralentissement connue par le Japon dans les années 1990 est un cas d'école sur lequel les politiques européens auraient tout intérêt à méditer. Lorsque le taux d'inflation régional est devenu négatif en début d'année, nombreux sont les économistes à avoir craint l'enclenchement d'un cercle vicieux par lequel les ménages seraient incités à retarder leurs achats en prévision d'une baisse des prix et les entreprises verraient leurs dépenses augmenter sous l'effet de l'alourdissement de la charge réelle de leurs dettes.

Le recul du taux d'inflation s'explique avant tout néanmoins par la chute des cours mondiaux du pétrole (l'inflation sous-jacente annuelle, qui exclut les prix énergétiques et alimentaires, s'élève en effet à 0,6 %). Ces derniers produits n'étant pas facilement substituables et leur achat ne pouvant pas être retardé, il en résulte une augmentation du pouvoir d'achat des entreprises et des ménages, qui soutient à son tour la reprise. La menace de déflation n'en a pas moins incité la BCE à lancer un programme d'assouplissement quantitatif (QE)* similaire à ceux appliqués par la Réserve fédérale des

Etats-Unis et la Banque d'Angleterre. Au-delà d'essayer de faire remonter l'inflation aux alentours de 2 % comme l'exige le mandat de la BCE, l'injection de liquidités vise à stimuler l'économie de la région en rachetant jusqu'à 60 milliards d'euros d'obligations, chaque mois, jusqu'à fin 2016. Il est par ailleurs intéressant de noter que l'introduction du QE n'est soutenue que par 56 % des dirigeants d'entreprise de la zone euro et que ce pourcentage varie fortement d'un pays à l'autre (90 % en Grèce pour seulement 35 % en Allemagne).

Endettement net de certains Etats (en % du PIB)



Source : FMI 2015

* Programme d'assouplissement quantitatif (QE) : En mars 2015, la BCE a commencé à racheter sur le marché, des obligations d'Etat de 17 des 19 pays de la zone euro d'une maturité de 2 à 30 ans. C'est le début du fameux « Quantitative easing » ou « assouplissement quantitatif » annoncé le 22 janvier. Ce programme est destiné à permettre à la zone euro de se rapprocher de l'objectif d'inflation de l'institution de Francfort (proche des 2 %).

Dettes

A l'image de « Podemos » en Espagne et du « SNP » en Ecosse, les partis anti-austérité ne cessent de gagner en popularité et font de plus en plus entendre leur voix depuis quelques mois.

Mais s'il y a bien un pays où leur influence est évidente, c'est la Grèce ; arrivé au pouvoir en promettant de renégocier les conditions de son « sauvetage », le parti Syriza s'est néanmoins heurté à des ministres des finances et des hauts dirigeants moins conciliants qu'il ne l'espérait lors des différents échanges qui ont eu lieu tout l'été et suite au référendum du 6 juillet, concernant l'encadrement de leur dette. Même constat en Italie, où il est prévu que la dette publique demeure supérieure au

PIB annuel total en 2020. D'autres pays vont dans le bon sens en réduisant leur charge d'emprunts, mais la France, l'Irlande et l'Espagne devraient en revanche présenter un endettement « excessif » (c'est-à-dire supérieur au seuil de 60 % du PIB fixé par le Pacte de stabilité et de croissance) pendant encore cinq ans.

Marché du travail

Prudence, tel est le maître-mot des entreprises lorsqu'il s'agit de recruter des collaborateurs en CDI, et pour cause : la reprise demeure très fragile et le chômage atteint encore deux chiffres dans la zone euro malgré la récente embellie de l'économie.

Selon les estimations, 11,3 % des habitants de la zone euro n'ont pas d'emploi, soit un chiffre en léger retrait par rapport à 2013, où il dépassait les 12 %. Ce taux est tombé en dessous de 10 % au sein de l'UE début 2015 pour la première fois depuis la fin 2011 ! L'Allemagne compte la plus faible proportion de chômeurs de toute la région (4,8 %), suivie

de près par le Royaume-Uni (5,5 %). La Grèce et l'Espagne affichent toujours les taux de chômage les plus élevés (respectivement 26 % et 23,2 %), *a fortiori* chez les jeunes, dont plus de la moitié est en recherche d'emploi. Ce sujet est tout aussi présent en Italie, où le taux de chômage des jeunes n'atteint pas moins de 42,6 %.

Croissance des entreprises

La confiance des chefs d'entreprise est repartie à la hausse ces derniers mois sous l'effet de l'amélioration des perspectives de croissance dans la région. Au premier trimestre 2015, l'optimisme des entreprises de la zone euro (34 %) et de l'UE (38 %) s'est hissé au-dessus de la moyenne mondiale (33 %), pour la première fois depuis presque quatre ans. A l'échelle de l'Europe, la visibilité accrue des entreprises quant à leur avenir est une source d'encouragement qui les poussent à recruter (31 % d'entre elles prévoient de le faire en 2015, soit un niveau jamais atteint depuis le quatrième trimestre 2010), ce qui devrait contribuer à abaisser des taux de chômage encore trop élevés.

Les chefs d'entreprise se montrent toutefois prudents après les nombreux « faux espoirs » de croissance qui ont suivi la crise de la dette souveraine. En conséquence, l'optimisme des dirigeants de la région est à peine supérieur à ce qu'il était au deuxième trimestre de l'an passé, à une différence près, cependant : le regain de confiance survient parallèlement à l'action

entreprise par la BCE et surtout aux négociations relatives à la dette grecque. Par ailleurs, il est intéressant de constater que la dernière fois que le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro a été envisagé de manière aussi élevée, la confiance des entreprises a plongé à -22 % au sein de la zone.

L'austérité, un tremplin vers le succès ?

Certaines économies de la région ayant subi les ralentissements les plus importants, voient leurs milieux d'affaires rebondir en quête d'une possible reprise.

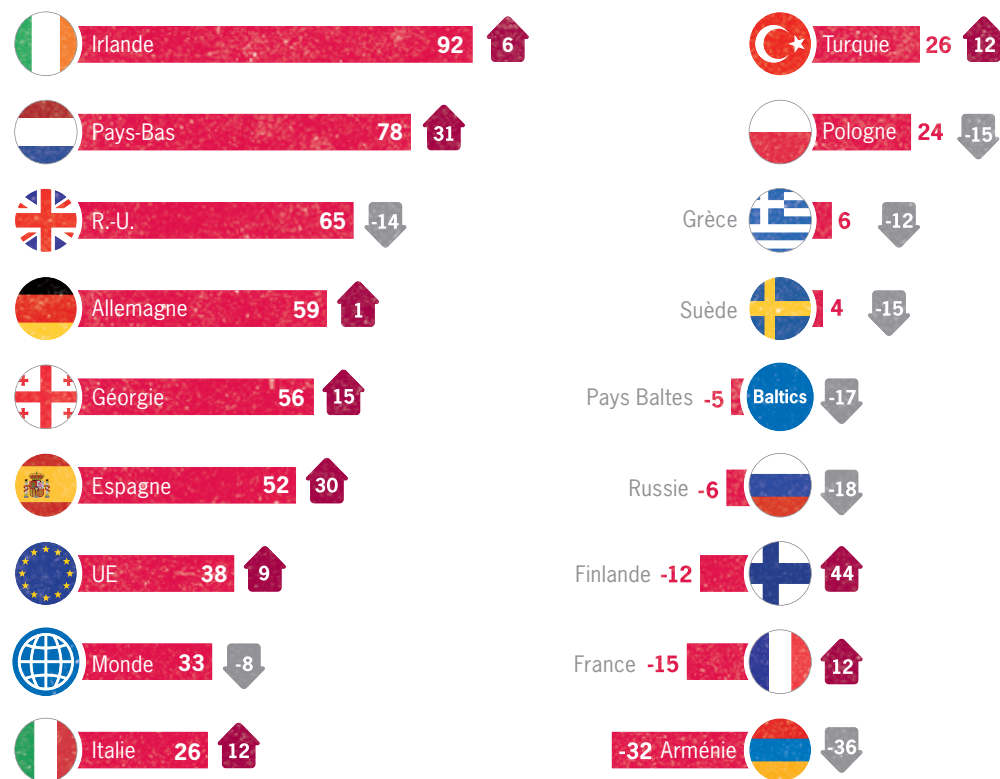
L'exemple le plus éloquent est celui de l'Irlande, où le niveau d'optimisme des entreprises est le plus élevé au monde (92 %). Alors que 66 % des dirigeants s'attendent à voir leurs bénéfices progresser au cours des 12 prochains mois (contre 61 % en moyenne en 2014 et 37 % en 2013), seuls 18 % doivent composer avec une faible demande, soit un chiffre très inférieur à la moyenne mondiale (27 %).

L'Espagne connaît elle aussi une embellie assez remarquable, puisque 52 % des entreprises se déclarent optimistes, contre tout juste 15 % à la même époque l'an passé, et que 32 % prévoient

de recruter au cours des des 12 prochains mois, contre 19 % en moyenne en 2014.

La situation en Grèce est plus indécise : si l'optimisme des entreprises a atteint 34 % au deuxième trimestre 2014 sur fond d'amélioration de la conjoncture, les dirigeants d'entreprise ont assurément été « refroidis » par le résultat des dernières élections (ayant mis le partu Syriza au pouvoir), ayant pour conséquence que la confiance de ces derniers atteigne seulement 6 %.

Optimisme des entreprises face aux perspectives économiques



● T1 2015 ▲ ▼ Variation par rapport à la moyenne de 2014

Source : Grant Thornton IBR 2015

Stagnation en France, embellie en Italie

Les chefs d'entreprise français sont encore très pessimistes quant à leurs perspectives de croissance : leur niveau d'optimisme s'établit ainsi à -15 %, et ce malgré une amélioration par rapport au trimestre précédent (-36 %).

Compte tenu de l'ampleur des incertitudes, très rares sont les entreprises à prévoir une progression de leur chiffre d'affaires, un accroissement de leur bénéfice et le recrutement de nouveaux collaborateurs au cours des 12 prochains mois. La Commission Européenne a accordé davantage de temps à la France pour ramener son déficit budgétaire en dessous du seuil de 3 % (ce qui n'a pas manqué de mécontenter les petits pays de la zone euro, contraints pour leur part de s'en tenir strictement à cet objectif), afin de renforcer sa compétitivité, qui reste bien inférieure à celle de l'Allemagne (et ce depuis 2003).

A l'inverse, les entreprises italiennes sont de plus en plus convaincues de la capacité du Président du Conseil, l'énergique Matteo Renzi, de mener à bien ses réformes drastiques. Près d'un tiers des dirigeants d'entreprise se déclarent ainsi optimistes (32 %), contre -1 % en moyenne en 2014. Les entreprises sont en outre 36 % à anticiper une hausse de leur bénéfice (alors qu'elles n'étaient que 2 % à la même époque l'année passée), et 22 % à prévoir de recruter (contre 11 % en moyenne l'an dernier).

Turbulences à l'Est

Les retombées de la crise ukrainienne pèsent sur les perspectives de croissance des entreprises d'Europe de l'Est, dont les chaînes d'approvisionnement deviennent difficiles à gérer et les marchés d'exportation traditionnels se tarissent.

Au premier trimestre, la Pologne a enregistré une chute marquée de l'optimisme de ses entreprises, tombé à 24 % contre une moyenne de 39 % en 2014. Dans le même temps, les prévisions d'exportations (dont environ 5 % sont destinées à la Russie) se sont fortement dégradées : à peine 10 % des entreprises anticipent une hausse de leurs ventes à l'étranger, alors qu'elles étaient 33 % en moyenne en 2014.

Dans les pays baltes, l'optimisme a plongé davantage, passant d'une moyenne de 12 % l'an passé à -5 % au premier trimestre 2015. Le pourcentage d'entreprises citant un faible niveau de commandes a bondi pour s'établir à 36 % dans les trois Etats baltes, soit des chiffres nettement supérieurs à ceux de l'année 2014 (25 %) et de la moyenne de la zone euro (26 %). Les prévisions d'exportations (passées de 21 % à 17 % en un an) et de rentabilité (de 20 % à 16 %) ont reculé toutes les deux.

Les entreprises arméniennes sont quant à elles encore plus inquiètes (-32 %), comme le confirment le manque de prévisions de rentabilité et d'exportations (0 %), contrairement à leurs homologues géorgiennes, affichant un optimisme nettement supérieur (56 %). Quant aux entreprises russes, elles commencent à sentir les effets des sanctions économiques : la majorité d'entre elles sont à présent pessimistes (-6 %, soit 18 points de moins qu'en 2014).

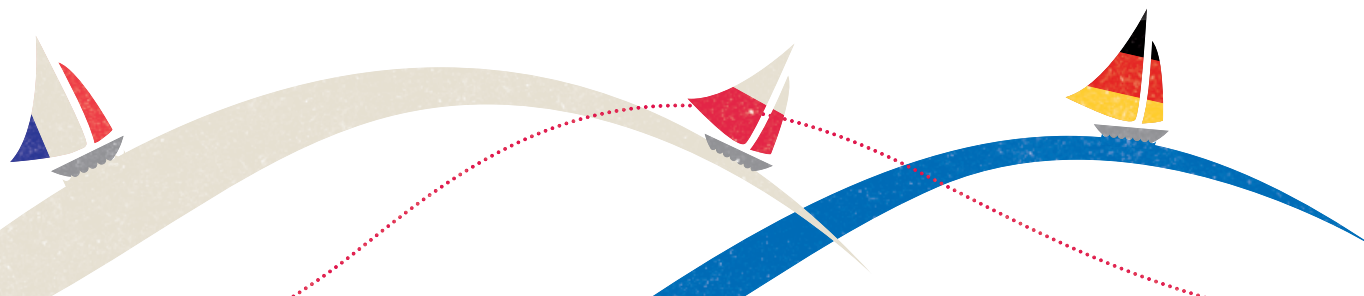
Une Europe du Nord plus confiante

La confiance des entreprises demeure solide en Allemagne malgré des perspectives de croissance mitigées.

Les entreprises allemandes sont ainsi 59 % à se déclarer optimistes pour 2015, soit un niveau comparable à celui de la moyenne de 2014 (58 %), et occupent toujours l'un des dix premiers rangs mondiaux pour la croissance du chiffre d'affaires (67 %) et la rentabilité (52 %). Les deux gros nuages se profilant à l'horizon sont le réel vieillissement de la population (29 % des entreprises citent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée comme un obstacle à leur croissance au cours des 12 prochains mois), et la hausse des coûts de l'énergie (34 %) due à la transition opérée vers les « énergies vertes » (qui expose certaines entreprises allemandes à des prix parfois deux fois supérieurs à ceux payés par leurs concurrentes américaines), à laquelle s'ajoute la dépendance à l'égard de la Russie, qui couvre plus du tiers des besoins en gaz du pays.

Au Royaume-Uni, si la confiance des entreprises s'est quelque peu émoissée en raison des élections législatives du 7 mai dernier, 65 % des chefs d'entreprise se montrent néanmoins optimistes sur « le front économique » (6^e meilleur niveau au monde). Les exportations, l'investissement et les dépenses en R&D sont en progression constante depuis trois ans. Dans un contexte marqué par l'amélioration de la confiance des consommateurs et une inflation contenue, les entreprises ne sont plus que 12 % à s'inquiéter de la faiblesse de la demande (contre 27 % à l'échelle mondiale).

Aux Pays-Bas, l'optimisme des entreprises s'est récemment envolé, passant d'une moyenne de 47 % en 2014 à 78 % : les prévisions d'exportations (42 %) dépassent à présent de dix points celles de l'an passé, et les entreprises sont de plus en plus nombreuses à envisager de nouvelles embauches (36 %). En Suède, si les incertitudes politiques faisant suite aux élections du mois de septembre 2014 ont fait chuter la confiance des entreprises à 4 % (contre 43 % à la même époque l'année dernière), ces dernières affichent cependant un plus grand optimisme quant à leurs perspectives de croissance, quoique en repli par rapport à 2014, la faiblesse de la demande constituant l'une des préoccupations premières (36 %).



L'avenir : encore incertain

La reprise a beau se confirmer, le futur de l'Europe n'en demeure pas moins très incertain. L'Allemagne fait aujourd'hui pression pour renforcer l'union et élargir la gouvernance aux budgets de la zone euro afin d'éviter toute répétition de la crise de la dette souveraine. Paradoxalement, ce mouvement pourrait, sinon conduire à une dislocation du continent, du moins entretenir les poussées nationalistes et *in fine*, provoquer un éventuel abandon de la monnaie unique par la Grèce ou le départ du Royaume-Uni de l'UE, deux événements dont les répercussions, bien qu'inconnues, pourraient être considérables à l'échelle de la région.

Des chemins divergents

Bien qu'il ne soit aujourd'hui plus d'actualité, les chefs d'entreprise européens ne semblent plus autant appréhender aujourd'hui la sortie de la Grèce de la zone euro (le fameux 'Grexit') autant qu'il y a trois ans.

Les banques européennes s'étant assurément beaucoup mieux protégées contre le défaut de paiement de la Grèce, les risques de contagion financière ont par conséquent été diminués depuis la mise en place du plan de restructuration de 2012. Les dirigeants politiques italiens, portugais et espagnols ont à présent davantage confiance en la capacité de leurs économies et de leurs systèmes financiers à surmonter un éventuel Grexit, bien que les retombées de cet événement sur l'intégration de l'UE restent encore difficiles à appréhender pour le moment.

Au sein de la zone euro, moins de la moitié des chefs d'entreprise pensent qu'un Grexit aurait un effet négatif sur la monnaie unique, et un cinquième lui prêtent même un effet positif. Si les entreprises grecques sont, sans surprise, les plus inquiètes (84 %), leurs homologues d'Europe du Nord, notamment aux Pays-Bas (24 %), en Finlande (26 %) et surtout en Allemagne (37 %) en sont les moins préoccupées.

Bien que l'Europe se sente mieux protégée contre les répercussions d'une éventuelle sortie de la Grèce, l'impact d'un tel événement reste difficile à analyser.

Les dirigeants d'entreprise sont en revanche plus inquiets de l'éventualité de voir le Royaume-Uni quitter l'Union européenne ('Brexit'). La

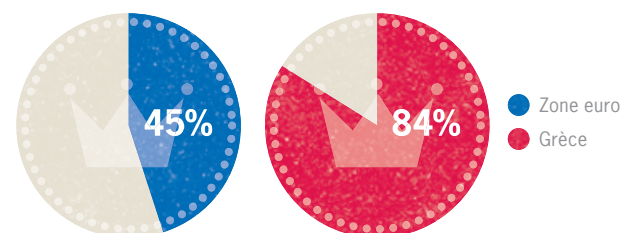
perspective d'un référendum britannique sur l'adhésion à l'UE apparaît désormais comme une certitude compte tenu des résultats des récentes élections législatives, reste néanmoins à savoir si David Cameron pourra obtenir les concessions souhaitées pour les autres dirigeants européens.

Près d'un tiers des entreprises de la zone euro (64 %) estiment qu'un Brexit aurait un impact négatif sur l'Europe, quand à peine 5 % lui

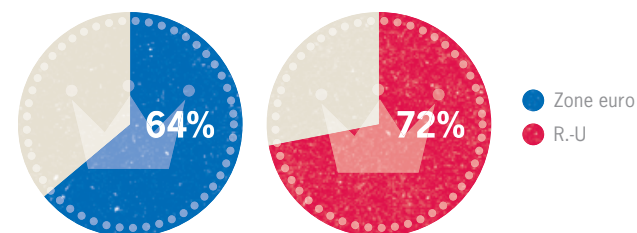
attribuent un impact positif. En tant que proche partenaire commercial, l'Irlande est le pays qui s'inquiète le plus d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'UE (92 %), devant l'Espagne (84 %), tandis que l'Allemagne (61 %) et la France (51 %) s'en préoccupent relativement moins.

Pourcentage d'entreprises estimant qu'une sortie du Royaume-Uni aurait un impact négatif sur l'économie européenne

Sortie de la Grèce (de la zone euro)



Sortie du Royaume-Uni (de l'UE)



Plus ou moins « d'Europe »?

Le degré d'adhésion à un approfondissement de l'intégration européenne reste comparable à ce qu'il était il y a un an au sein de la zone euro. Ce taux a tendance à se renforcer dans les Etats membres de l'UE n'ayant pas adopté la monnaie unique, accentuant du même coup le fossé existant entre les membres et les non-membres de l'union monétaire.

Les chefs d'entreprise de la zone euro ne sont que 5 % à vouloir abandonner la monnaie unique, contre 9 % à la même époque l'an passé, et 89 % d'entre eux souhaitent un renforcement de son intégration, soit un niveau comparable à celui de 2014. L'approfondissement de l'intégration économique est soutenu par deux tiers des dirigeants d'entreprise de la zone euro (66 %), à commencer par l'Espagne (82%), l'Allemagne (75 %) et l'Estonie (70 %). Même constat en Grèce, où 68 % des chefs d'entreprise se prononcent en faveur d'une intégration plus poussée, peut-être dans l'espoir de répartir la charge de la dette nationale. A l'inverse, au sein de certaines économies d'Europe du Nord, notamment en Irlande (54 %), aux Pays-Bas (48 %) et en Finlande (44 %), les entreprises sondées se montrent nettement moins enthousiastes qu'auparavant.

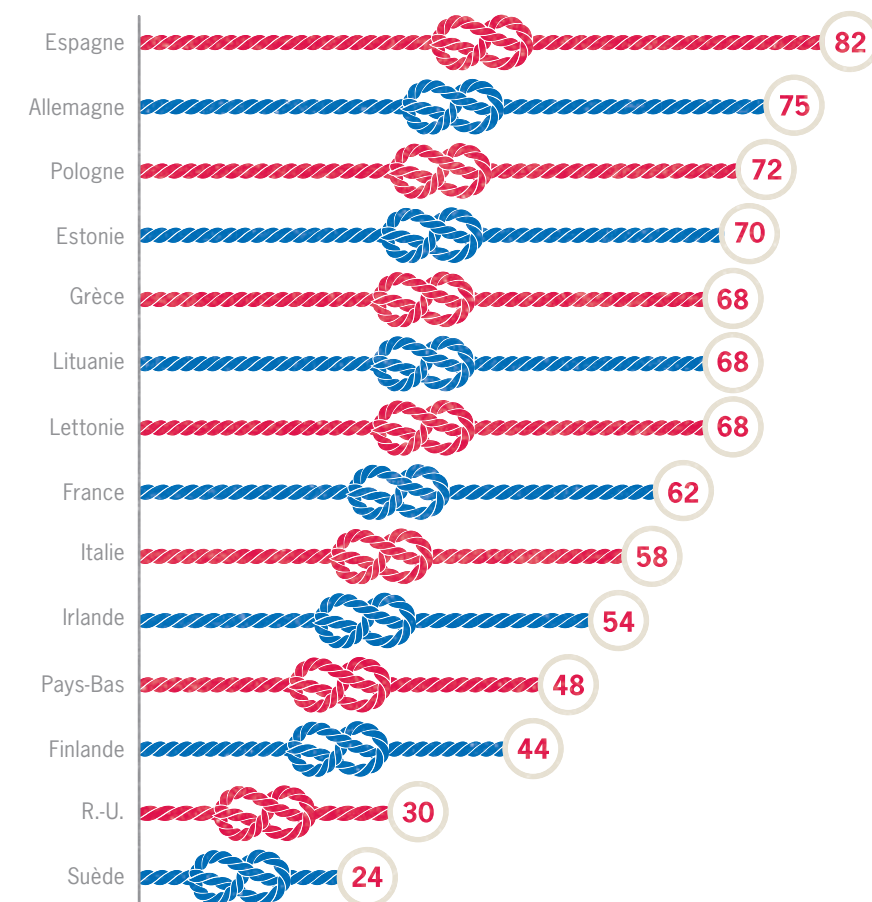
En Allemagne, en Grèce, en Italie et en Espagne, plus de deux entreprises sur cinq souhaitent un renforcement des liens politiques, soit plus du double de la proportion enregistrée en Finlande, en Irlande et dans les pays baltes.

En dehors de la zone euro, les entreprises de l'UE sont à peine 35 % à soutenir un approfondissement de l'intégration économique, pourcentage masquant toutefois un écart sensible entre la Pologne d'une part, la Suède et le Royaume-Uni, d'autre part. Près des trois quarts des entreprises polonaises (72 %) souhaitent en effet davantage d'unité économique au sein de l'UE (soit 5 points de plus qu'en 2014), et 42 % d'entre elles appuient l'adoption de la monnaie unique (chiffre cependant en net recul par rapport aux 64 % mesurés en 2012).

Si les chefs d'entreprise polonais souhaitent davantage d'intégration dans l'UE, leur soutien à l'adoption de l'euro a en revanche tendance à diminuer.

A l'opposé, seules respectivement 30 % et 24 % des entreprises britanniques et suédoises, souhaitent un renforcement de la coopération économique (bien que 24 % des Suédois soient favorables à un rapprochement politique, contre 4 % des Britanniques). De même, la proportion d'entreprises des deux pays souhaitant adhérer à l'euro demeure faible : 28 % en Suède et 13 % au Royaume-Uni.

Pourcentage d'entreprises souhaitant un renforcement de l'intégration économique européenne (%)



Source : Grant Thornton IBR 2015

Des multiples menaces

Malgré l'amélioration de la conjoncture économique, l'Europe n'en reste pas moins confrontée à plusieurs défis de taille. Parmi eux, le taux de chômage élevé constitue pour les entreprises de la zone euro (25 %) la plus grave menace pour la stabilité de l'UE : facteur d'agitation sociale à court terme, il risque à plus long terme d'affaiblir le potentiel de croissance d'un pays en provoquant une « attrition des compétences » de la population.

Les chefs d'entreprise espagnols (45 %) et italiens (44 %), se montrent très inquiets, leur taux de chômage respectifs étant très élevé. En dehors de la zone euro, la Suède (38 %) est beaucoup plus préoccupée par la question du chômage que ne l'est le Royaume-Uni (11 %), où le nombre de personnes ayant un emploi atteint aujourd'hui un niveau record.

La faiblesse de la croissance est citée par 23 % des chefs d'entreprise de la zone euro, en particulier dans les pays baltes (48 % en Estonie, 32 % en Lituanie et 26 % en Lettonie), mais également en France (31 %).

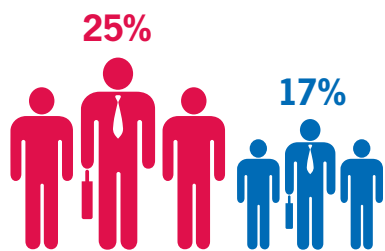
Le niveau élevé de la dette nationale constitue en outre une préoccupation pour un cinquième des entreprises de la zone euro, notamment en

Allemagne (25 %) et en Lituanie (36 %), et pour 30 % de celles des pays n'ayant pas adopté l'euro, Pologne (30 %) et Royaume-Uni (32 %) en tête.

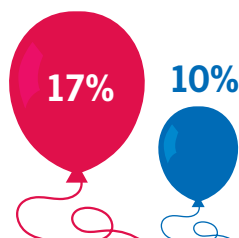
Les chefs d'entreprise allemands sont les plus préoccupés par le niveau d'endettement et par la déflation.

Si les entreprises de la zone euro ne sont que 17 % à citer la déflation, elles sont en revanche 24 % en Allemagne et 38 % en Grèce à s'en inquiéter. Leurs homologues des pays n'appartenant pas à l'union monétaire sont quant à elles 24 % à craindre la popularité croissante des partis nationalistes, surtout (et sans surprise) au Royaume-Uni (28 %), à l'approche d'une élection où ces partis ont confirmé leur progression.

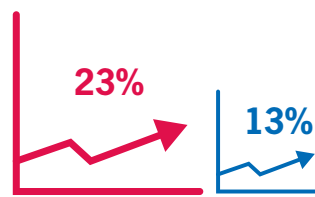
Parmi les menaces suivantes, laquelle est la plus dommageable quant à la stabilité économique de l'UE ?



Taux de chômage élevé



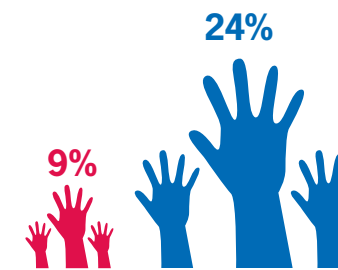
Déflation



Croissance faible



Dette nationale élevée



Popularité croissante des partis politiques nationalistes

● Zone euro
● Reste de l'EU

Une attractivité en berne

Pour les travailleurs des économies frontalières de l'Europe, le ralentissement économique a eu un impact notable sur l'attractivité économique de l'UE. Si le premier marché unique du monde demeure séduisant, un tel constat ne doit pas faire oublier les risques pesant sur les perspectives de

croissance à long terme en Europe, en particulier si les entreprises de ces marchés choisissent d'investir au sein d'autres économies, présentant des objectifs de croissance supérieurs. En Russie, la moitié des entreprises déclarent ainsi que le ralentissement de la région a eu un impact négatif

sur son attractivité économique, et ce même si les sanctions économiques n'y sont pas étrangères ; en Géorgie, elles sont 40 % à être du même avis, et respectivement 30 % en Arménie et en Turquie.

Les quatre grandes problématiques de l'Europe



Sécurité énergétique

Les pénuries de produits alimentaires, d'eau et d'énergie devraient constituer les premières causes de conflit à l'échelle planétaire dans les années à venir. Si l'Europe est bien pourvue en terres agricoles et en réserves d'eau, sa sécurité énergétique représente en revanche une menace bien réelle. L'opposition à la fracturation hydraulique, le manque de lisibilité des nouvelles orientations relatives aux émissions de carbone et les tensions avec la Russie sont autant de facteurs freinant la croissance régionale. Si la transition énergétique opérée par l'Allemagne est un modèle de renforcement de la sécurité énergétique à long terme, elle expose néanmoins entreprises et consommateurs à des coûts élevés à court terme que ne peuvent supporter certaines nations plus endettées. Reste à savoir si les projets d'un marché européen de l'énergie finiront par voir le jour.



Contagion d'un éventuel Grexit

Les négociations menées par la Grèce et la troïka (FMI, Commission européenne et BCE) au sujet de la dette se sont maintenues et intensifiées tout l'été. Bien que les pays d'Europe du Sud déclarent être plus à même de surmonter les risques de contagion d'un Grexit qui ne semble plus à l'ordre du jour pour l'instant, les implications à plus long terme (par exemple, sur le commerce et l'unité de la zone euro) demeurent incertaines. De même, la Grèce n'a beau peser que pour 2 % dans l'union monétaire, son défaut a soumis durant l'été ses créanciers, France et Allemagne en tête, à des tensions importantes. Si une «grande» économie fortement endettée comme l'est l'Italie venait elle aussi à se déclarer en faillite, ces problèmes en seraient considérablement aggravés.



Frontières

L'UE a été créée pour abaisser les barrières commerciales et renforcer la coopération entre les Etats membres. Cependant, le rôle des frontières nationales est aujourd'hui devenu si flou que les tensions s'intensifient dans plusieurs domaines. L'essor de l'économie numérique, en transcendant les frontières physiques, a conduit à la remise en cause des politiques accommodantes pratiquées par certaines économies (dont l'Irlande et le Luxembourg) en matière de Prix de Transfert. De même, les conséquences négatives du visa à entrée unique instauré dans l'Espace Schengen sont exacerbées par l'afflux de milliers de migrants fuyant les conflits en Afrique du Nord. Enfin, le principe de libre circulation des travailleurs au sein de la région est pointé du doigt par les partis politiques populistes qui souhaitent limiter l'immigration.



«Neighbourhood policy»

La politique de voisinage de l'UE s'est heurtée à la situation problématique dans laquelle se trouve l'Ukraine ces derniers mois. Non seulement les dirigeants ne semblent pas avoir anticipé la réaction de la Russie, mais la question est désormais de savoir si l'UE ne va pas devoir choisir entre établir des relations avec ses voisins immédiats et chercher à améliorer celles qu'elle entretient avec la Russie. Même dans le cas contraire, des concessions devront être faites des deux côtés pour éviter l'aggravation des tensions dans des pays tels que l'Arménie et la Géorgie. En tout état de cause, si l'amélioration des relations UE-Russie bénéficient à l'économie mondiale, d'autres obstacles devraient être surmontés même en cas de résolution du conflit en Ukraine.

Méthodologie de l'IBR 2015

L'*International Business Report* de Grant Thornton est une enquête menée auprès de 2 500 cadres supérieurs de sociétés cotées et dirigeants d'entreprises mondiales à capitaux privés. Lancée en 1992 au sein de 9 pays européens, l'étude recueille aujourd'hui les opinions et les attentes de près de 12 500 chefs d'entreprises par an à travers 45 pays, mettant en exergue les principales tendances de l'économie mondiale.

Les données figurant dans ce rapport sont extraites de 1 173 entretiens réalisés entre février et mars 2015 auprès de présidents-directeurs généraux, de directeurs généraux, de présidents de Conseils d'administration et d'autres hauts dirigeants d'entreprises de taille moyenne (de 50 à 499 salariés) représentant l'ensemble des secteurs industriels. Les réponses ont été pondérées en fonction du PIB de l'économie.

Économies participantes (et nombre total d'entretiens) :

- **Zone euro (648)** : Allemagne, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie et Pays-Bas.
- **Autres pays de l'UE (275)** : Pologne, Royaume-Uni et Suède.
- **Voisins européens (250)** : Arménie, Géorgie, Russie et Turquie.

Pour plus d'information sur nos publications rendez-vous sur le site : www.grantthornton.global

Agnès de Ribet

Grant Thornton

Directrice du *Marketing* et de la Communication

T +33 (0)1 56 21 06 34

E agnes.deribet@fr.gt.com

Isaure Sauvage

Grant Thornton

Chargée de Communication / Relations presse

T +33 (0)1 56 21 08 79

E isaure.sauvage@fr.gt.com



Grant Thornton

L'instinct de la croissance™

© 2015 Grant Thornton. Tous droits réservés.

Impression sur papier provenant de forêts gérées durablement.

« Grant Thornton » est la marque sous laquelle les cabinets membres de Grant Thornton délivrent des services d'Audit, de Fiscalité et de Conseil à leurs clients et / ou, désigne, en fonction du contexte, un ou plusieurs cabinets membres. Grant Thornton France est un cabinet membre de Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL et les cabinets membres ne constituent pas un partenariat mondial. GTIL et chacun des cabinets membres sont des entités juridiques indépendantes. Les services professionnels sont délivrés par les cabinets membres. GTIL ne délivre aucun service aux clients. GTIL et ses cabinets membres ne sont pas des agents. Aucune obligation ne les lie entre eux : ils ne sont pas responsables des services ni des activités offerts par les autres cabinets membres.

www.grantthornton.global

Grant Thornton en Europe

- 12 000 collaborateurs,
- 41 pays,
- Chiffre d'affaires total : 1,86 Md US\$,
- Croissance de 6 % en 2014.

Contactez votre cabinet-membre [Grant Thornton](#) local pour savoir comment nous pouvons vous aider à libérer le potentiel de croissance de votre entreprise.